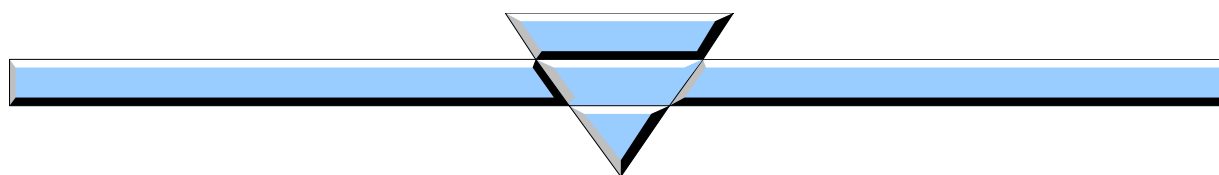


MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES LILLE
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES
123, rue nationale – BP 765 – 59034 LILLE
Tél. 03.20.63.66.66**



REAMENAGEMENT QSL AU PROFIT DU SPIP LA MAISON D'ARRET DE VALENCIENNES (59)

Cahier des clauses Techniques particulières (CCTP)

Section technique 00 – Dispositions générales

**n°XXXX DISP 59 Réaménagement QSL au profit du SPIP
MA VALENCIENNES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PRESENTATION GENERALES	4
1.1 Notes préliminaires	4
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE	5
2.1 Objet de la consultation	5
2.1 Présentation générale de la maison d'arrêt de Valenciennes	5
2.2 Section technique	6
2.3 Délai	6
ARTICLE 3. SPECIFICATIONS GENERALES	7
3.1 Normes et références	7
3.1.1 Réglementation pour les matériaux et procédés traditionnels	7
3.1.2 Matériaux et procédés non traditionnels	7
3.2 Etudes fournies	8
3.3 Sécurité sur le chantier	8
3.4 Connaissance du projet	8
3.4.1 Connaissances de tous les ouvrages	8
3.4.2 Ouvrages non décrits spécifiquement	9
ARTICLE 4. SPECIFICATIONS ORGANISATIONNELLES	10
4.1 Prestations générales à la charge du titulaire	10
4.1.1 Vérification des documents	11
4.1.2 Mesures	12
4.1.3 Organisation des travaux	12
4.1.4 Formalités préliminaires, obtention des autorisations	13
4.1.5 Contraintes d'environnement	13
4.2 Conduite des études et travaux	13
4.2.1 Etudes techniques	13
4.2.2 Etablissement des documents d'exécution - approbation	13
4.2.3 Coordination	14
4.2.4 Traces d'implantation – Trait de niveau	14
4.2.5 Raccordements - Adaptations - Réservations	14
4.2.6 Réception des supports	14
4.2.7 Livraison et stockage sur chantier des matériaux	14
4.2.8 Protections des ouvrages	15
4.2.9 Nettoyage des ouvrages	15
4.2.10 Evacuation des terres	15
ARTICLE 5. SPECIFICATIONS TECHNIQUES	16
5.1 Prescription incendie	16
5.2 Matériaux	16
5.2.1 Qualité des matériaux	16
5.2.2 Marque des matériels et matériaux	16
5.2.3 Dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages	17
5.2.4 Echantillons	17
5.2.5 Prescriptions concernant les fournisseurs	17
5.2.6 Responsabilité	17
5.2.7 Matériaux défectueux	17

5.3 Tests et contrôles	18
5.3.1 Etanchéité à l'air	18
5.3.2 Etanchéité à l'eau	18
5.4 Facilité de maintenance	18
<u>ARTICLE 6. ARTICLE 1. - PRESCRIPTIONS DE CHANTIER</u>	<u>19</u>
6.1 Exigences réglementaires	19
6.1.1 Accès au site	19
6.1.2 Livraison	19
6.1.3 Autres points	19
6.1.4 Horaire de travail	20
6.1.5 Planning d'intervention	20
6.1.6 Règlement intérieur	20
6.2 Organisation du chantier - Responsabilités	20
6.2.1 Organisation et responsabilités	20
6.2.2 Gestion des clés du chantier	21
6.3 Installation de chantier	21
6.3.1 Clôture de chantier	21
6.3.2 Panneaux de signalisation	21
6.3.3 Base vie	21
6.3.4 Branchement	22
6.3.5 Téléphone	24
6.3.6 Mise hors d'eau et hors d'air provisoires	24
6.3.7 Sécurité	24
6.3.8 Zone de déchargement et de stockage provisoire	24
6.3.9 Engins et matériel de chantier	25
6.3.10 Appareils de levage	25
6.3.11 Service des clefs – Fermetures provisoires	26
6.3.12 Préchauffage	26
6.3.13 Nettoyage	26
6.3.14 Collecte des déchets	27
6.3.15 Evacuation des déchets	28
6.3.16 Nettoyage extérieur	28
6.3.17 Nettoyage intérieur	29
6.4 Responsable de chantier	29
6.5 Tableau des intempéries	30
6.6 Garantie annuelle, biennale et/ou décennale	30

Article 1. Présentation Générales

1.1 Notes préliminaires

Le présent document est un document contractuel qui fait partie intégrante du Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP). En tout état de cause, il ne peut être dissocié de ce dernier. Ce document prévaut sur les généralités reprises dans les CCTP de chacune des sections techniques.

Le fait de soumissionner constituera pour les titulaires un engagement à respecter les prescriptions et prévisions suivantes :

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, les titulaires doivent prendre connaissance et tenir compte des exigences et des conditions qu'ils doivent respecter exposées dans le présent document.

Les différentes pièces constitutives du marché ont pour objet de décrire la nature et la position des ouvrages à exécuter.

Toutefois, ce document ne pouvant prétendre à la description absolument détaillée de toutes les opérations à effectuer, les titulaires devront étudier avec soin les pièces remises, se renseigner sur tout ce qui aurait pu leur paraître douteux, visiter les lieux où doivent s'effectuer les travaux afin d'apprécier l'étendue de leur intervention.

Ils ne pourront en aucun cas, arguer d'une erreur d'interprétation ni se prévaloir d'omissions ou de manques de renseignements, pour refuser d'exécuter les travaux nécessaires, à la parfaite et complète exécution des ouvrages.

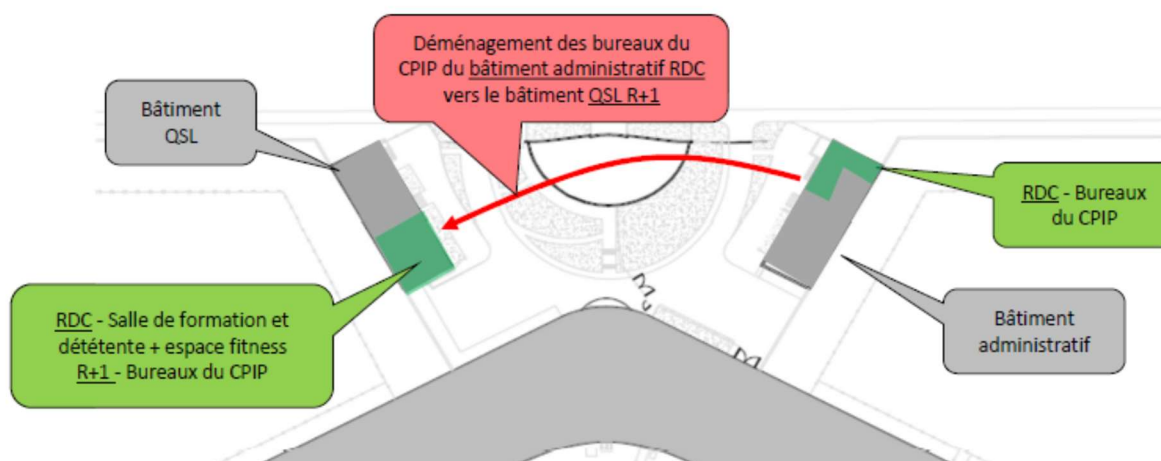
Il appartient aux titulaires, avant les remises de leurs offres, de présenter toutes observations ou suggestions qu'ils jugeront utiles aux dispositions du projet et aux solutions techniques retenues.

Article 2. Objet du marché

2.1 Objet de la consultation

L'objet de l'opération est de déplacer le service SPIP à l'étroit au RDC dans le bâtiment administratif (Bât. C) vers le R+1 du bâtiment QSL (bât. B) dans la partie du bâtiment libérée duite au déménagement de quartier semi-liberté (cela représente environ la moitié du bâtiment QSL).

On profitera également la libération du bâtiment QSL pour réhabiliter et transformer les pièces du RDC en salle de formation/détente et salle de fitness.



2.1 Présentation générale de la maison d'arrêt de Valenciennes

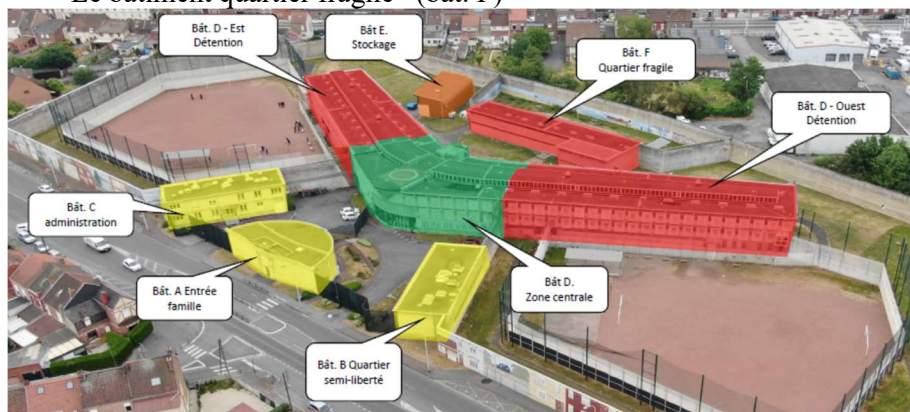
La maison d'arrêt de Valenciennes est un établissement construit au début des années 1960 et mis en service en 1964.

Implantée en bordure d'un axe de circulation important pénétrant dans l'agglomération valenciennoise, la maison d'arrêt est identifiable de l'extérieur par une haute grille donnant accès d'un côté à la cour d'honneur. Le mur d'enceinte donnant sur la rue est recouvert d'une fresque, en bon état, dont les représentations font miroir aux habitations situées de l'autre côté de la voie publique.

L'établissement occupe une emprise de 30 000 m².

L'enceinte pénitentiaire de la maison d'arrêt de DOUAI est composée de 6 bâtiments.

- Le bâtiment entrée famille – (bât. A)
- Le bâtiment quartier semi-liberté – (bât. B)
- Le bâtiment administration – (bât. C)
- Le bâtiment détention – (bât. D)
- Le bâtiment stockage – (bât. E)
- Le bâtiment quartier fragile – (bât. F)



Remarques :

Le titulaire devra intégrer dans son offre la pose de menuiseries extérieures et intérieures commandées par l'établissement de la MA de VALENCIENNES à l'entreprise ID SERVICE, mais non posées suite à des problèmes de joints amiantés au niveau des encadrements des fenêtres.

2.2 Section technique

Le marché n'est pas alloti, il comprend **huit sections techniques** :

- ST 1 – Désamiantage – Curage - Démolition
- ST 2 – Gros Œuvre - Cloisonnement – Menuiseries intérieures
- ST 3 – Travaux de peinture – Faux-plafond – Revêtement de sol
- ST 4 – Menuiseries extérieures
- ST 5 – Travaux de CVC - Plomberie
- ST 6 – Travaux d'électricité

Associés à ces sections techniques il est transmis les plans et annexes suivantes :

- Plan 01 Situation
- Plan 02 Installation de chantier
- Plan 03a Etat existant
- Plan 03b Etat existant photos extérieures
- Plan 03c Etat existant photos intérieures
- Plan 04 Projet RDC/R+1/Coupe
- Plan 05 Gros œuvre - Dépose - Localisation amiante
- Plan 06 Gros œuvre - Cloisonnement - Fenêtres - Portes
- Plan 07 Vue façade extérieure
- Plan 08 Revêtement de sol
- Plan 09 Plomberie - Chauffage - Ventilation - Electricité
- Plan 10 Electricité
- Plan 11 Synoptique réseaux
- Plan 12 Synoptique Ventilation Plomberie Chauffage
- Plan 13 Synoptique électricité
- Annexe 1a Tableau dépose désamiantage gros œuvre
- Annexe 1b Tableau menuiseries intérieures
- Annexe 1c Tableau peinture revêtements sols murs plafonds
- Annexe 1d Tableau menuiseries extérieures
- Annexe 1e Tableau CVC plomberie
- Annexe 1f Tableau électricité
- Annexe 2 Calendrier
- Annexe 3 DPGF
- Annexe 4 Tableau des marques
- Annexe 5 Charte graphique administration pénitentiaire
- Annexe 6 Devis ID Service

2.3 Délai

Le délai de l'opération est prévu sur 5 mois dont 1 mois de préparation et 4 mois de travaux

- Voir annexe 2 – Calendrier
- Intégration de la pose des fenêtres fournies par ID SERVICE

Article 3. Spécifications générales

3.1 Normes et références

3.1.1 Réglementation pour les matériaux et procédés traditionnels

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'Art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les documents suivants :

- Règles de sécurité
- D.T.U. et C.C.S.D. applicables aux travaux,
- Prescriptions du C.S.T.B., les ATEC,
- Normes françaises AFNOR, définissant les différents composants des ouvrages
- Normes U.T.E. - U.S.E.,
- Règles professionnelles d'exécution dites « de l'art ».

Pour les matériaux et procédés traditionnels, en cas de non-conformité aux règles précédentes, le maître de l'ouvrage se réserve le droit soit de faire recommencer les travaux, soit d'appliquer une réfaction sur les prestations.

3.1.2 Matériaux et procédés non traditionnels

Les matériaux, procédés, éléments ou équipements non traditionnels ne pourront être admis que s'ils font l'objet :

- Soit d'un Avis Technique de la Commission du C.S.T.B.
- Soit d'une enquête technique favorable par un Contrôle Technique agréé dans le cadre d'une procédure ATEX. L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements non traditionnels fera l'objet d'un accord exprès entre le maître d'œuvre et le titulaire.

Certains de ces textes sont rappelés dans chacun des chapitres composant le CCTP.

Tous ces textes parus lors de l'appel d'offres, imposés ou non par voie réglementaire sont applicables au présent marché, y compris les modifications qui leur ont été apportées par décret.

Sauf dérogations apportées par les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), la qualité des matériaux et leur mise en œuvre devront être conformes aux stipulations des documents énumérés dans le présent document et leurs annexes en vigueur, applicables aux marchés de travaux.

Pour tous les documents ci-dessus, est retenue la dernière édition publiée un mois avant la date de remise des offres.

Les titulaires sont tenus de signaler au Maître d'Œuvre toutes les modifications de ces documents intervenants entre cette date et la date de notification du marché.

Devront être également prises en compte, les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental et, d'une façon générale, toutes les prescriptions particulières locales applicables, notamment celles des sociétés concessionnaires pour les raccordements aux réseaux (eau, électricité, téléphone, égout, etc.) pour les services publics (poste, ramassage des ordures, etc.), en cohérence avec celles de l'Aménageur.

3.2 Etudes fournies

Les documents suivants sont fournis avec le CCTP :

- RICT du Contrôleur Technique – APAVE
 - 250602-APAVE-C25081879-1-RI_1_1
 - 250604-APAVE-C25081879-1-RI_2_1
 - 250602-APAVE-C23025622-1-RE_3_1
- PGC du coordinateur SPS – ALPES-CONTRÔLE
 - A32S252F_1_PGC 1
 - A32S252F_1_DIUO 1
 - A32S252F_1_RJ - Obs N1 - Réunion de conception du 06-05-2025
- DAT pour la partie QSL AMIANTE DIAGNOSTIC - DISP LILLE 35085 17.06.24 A

Toutefois, il appartient aux titulaires de juger la nécessité de compléter ces études à leurs charges.

3.3 Sécurité sur le chantier

Les titulaires devront respecter scrupuleusement toutes les normes de sécurité, conformément à la législation en vigueur.

Les titulaires établiront toutes les clôtures de chantier clavetées nécessaires, avec panneaux portant les mentions « accès interdit au public », « port du casque obligatoire », etc.

Le non-respect de ces obligations et de celles mentionnées dans les divers documents entraînera des pénalités fixées par le Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP).

De plus, l'ensemble des indications mentionnées dans le cours du présent document ainsi que dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS), annexé au CCAP, seront prises en considération et respectées.

3.4 Connaissance du projet

3.4.1 Connaissances de tous les ouvrages

Par le seul fait de remettre son Acte d'Engagement (A.E.), les titulaires reconnaissent qu'ils ont une parfaite connaissance du dossier marché.

L'énumération et la description des ouvrages telles qu'elles sont réalisées dans les CCTP, ne présentent donc aucun caractère limitatif et les titulaires devront le compléter pour le bon achèvement de ses ouvrages, même s'il n'est pas précisé dans le CCTP ou sur les plans, les fournitures et façons accessoires indispensables à cet achèvement et au parfait fonctionnement des installations projetées et traitées au forfait.

Les différents éléments CCTP, dispositions générales et plans du présent marché forment un ensemble indissociable engageant globalement le titulaire.

Les titulaires sont ainsi tenus de vérifier toutes les cotes figurant sur les plans et de signaler au maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

De même, il est tenu de signaler par écrit au maître d'œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre les CCTP et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation des travaux.

Dans le même temps, si certaines dispositions des plans et des CCTP soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux avenants techniques et aux décisions du maître d'œuvre sans entraîner pour autant une modification du prix global et forfaitaire du marché.

Il est précisé que la clause de priorité entre les documents listés au CCAP n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne

joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant sur les plans et non décrit sur les CCTP est formellement dû et vice-versa.

En conséquence, les titulaires ne pourront arguer d'une erreur ou d'une omission tant sur les dessins du dossier d'appel d'offres que dans le CCTP, pour justifier ultérieurement de suppléments de prix.

Aucun travail supplémentaire, s'il était prévisible ou s'il découlait de la simple logique ou bonne foi, ne sera admis par la suite dans la mesure où les titulaires n'auront pas, par écrit, lors de la remise des offres, exprimé des réserves précises.

De même, il doit proposer au Maître d'Œuvre, en temps utiles, toute modification du projet qui serait de nature à améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans augmentation du prix forfaitaire, ni du délai d'exécution et ce pour l'ensemble du marché.

3.4.2 Ouvrages non décrits spécifiquement

Les CCTP décrivent l'essentiel des ouvrages dû par le titulaire. Même s'ils ne définissent pas dans le détail des ouvrages tels que : façons de seuils, d'appuis, de tableaux, feuillures, supports, calepinages, joints, habillages, etc., ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres.

La description des ouvrages s'appuie sur des solutions techniques répondant au programme et coordonnées entre les divers intervenants (Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre, etc.) pour chaque corps d'état. Il appartient en conséquence aux titulaires qui modifieraient certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à leur charge les incidences éventuelles qu'ils induiraient sur les autres corps d'état.

Article 4. SPECIFICATIONS ORGANISATIONNELLES

4.1 Prestations générales à la charge du titulaire

Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci -après sont dues par les titulaires du marché et sont réputées comprises dans le montant de leurs offres initiales :

- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution
- Les démarches et demandes auprès des Administrations ou Services concernés par les travaux afférents à son marché ; sont également compris les frais d'établissement de dossier si ces administrations en font la demande
- La prise en compte de tous les éléments relatifs à tous les corps d'état implicitement ou explicitement évoqués dans le CCTP.
- La participation aux réunions de chantier dès lors que le titulaire y aura été invité par le maître d'œuvre.
- Les installations du chantier propres au titulaire, y compris baraques de chantier, hangars de stockage, etc.
- Les essais et vérifications prévues aux D.T.U. pour les ouvrages afférents à son marché
- La réalisation des plans de synthèse AUTOCAD des différentes sections techniques, ce plan de synthèse respectera la charte graphique de l'administration pénitentiaire transmise en annexe 5.
- Le respect de la charte graphique joint au DCE

L'établissement et la fourniture en 3 exemplaires papiers et sur 3 supports informatiques (clé USB) des plans de récolement et des documents des ouvrages exécutés (DOE) et du DIUO selon les prescriptions du Maître d'Œuvre.

- Le DOE sera composé des éléments suivants :
 - VRD Infrastructures Superstructures
 - Plans recollements VRD
 - Branchement
 - Assainissement relevage
 - Plans voiries
 - Plans espaces verts
 - Plans recollement réseaux intérieur
 - Notice d'entretien
 - Plan de structure
 - Notes de calcul
 - Hypothèses de surcharges
 - Notices techniques des produits
 - Plan d'atelier
 - Plan de préfabrication
 - Bordereau de suivi de déchets si déconstruction
 - Clos-Couvert-Second œuvre
 - Documentations produits
 - Notice d'utilisation
 - Remplacements
 - Réglages
 - Plans de repérage – Plan d'atelier
 - Notices techniques des produits
 - Classement étanchéité
 - Classement feu
 - Avis techniques
 - Fiche environnementale
 - Lots techniques

- Schéma de principe
 - Schémas électriques
 - Plans de réseaux de distribution
 - Plans des locaux techniques
 - Schémas armoires électriques
 - Liste du matériel
 - Liste des fournisseurs
 - Notices techniques des produits mis en œuvre
 - Fiche d'essai et mesure
 - Prescription d'exploitation et de maintenance
 - Finitions
 - Plan de repérage avec références produits
 - Notices techniques des produits
 - Notice d'entretien et d'utilisation
 - Avis techniques
 - Fiche environnementale
- L'organisation du DOE respectera les préconisations suivantes
- Réalisation d'un plan de synthèse AUTOCAD respectant des niveaux de calques pour chaque section technique et respectant la charte graphique transmis en annexe 5 de DCE.
 - Constitution de dossier des ouvrages exécutés (DOE) pour chaque section technique (Il y aura par conséquent 7 DOE, la section technique ST01 – Désamiantage n'en transmettant pas)
 - Sur ce point, il est demandé au titulaire de s'assurer de la complétude des documents fournis après exécution par les titulaires des marchés de travaux alloti en référence à l'article 40.1 du CCAG-Travaux et au contenu précisé dans les documents particuliers des marchés (notamment le CCAP et les CCTP propres à chaque lot).
 - Il est également demandé au titulaire de s'assurer de la conformité des DOE par la transmission d'une fiche de conformité au projet comprenant, pour chaque document vérifié, son intitulé, son format, la vérification de conformité (conforme ; avec ou sans observations ; non conforme) et les éventuelles observations.
 - De transmettre les pièces graphiques au format AUTOCAD (.dwg) ;
 - De respecter la table des matières suivante :
 - 1 – Sommaire
 - 2 – Plans
 - 3 - Fiches mise en service
 - 4 - Fiches techniques
 - 5- Fiches d'entretien
 - Il est demandé que le DOE sous format informatique différencie les fichiers (ne pas avoir un seul fichier informatique de plusieurs centaines de pages...). Pour chaque plan, chaque fiche de mise en service, chaque fiche technique et chaque fiche d'entretien, il y aura un fichier différencié intégré dans des dossiers qui respectent la liste du sommaire (voir ligne précédente)

4.1.1 Vérification des documents

Avant toute exécution, les entrepreneurs devront vérifier toutes les cotes des dessins qui leur sont ou seront remis [en cas de contradiction entre deux plans, le plan à plus grande échelle sera seul à prendre en compte).

Ils signaleront en temps utiles, à la maîtrise d'œuvre, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'ils croiraient utiles d'apporter.

Ils provoqueront par écrit tous les renseignements complémentaires pour tout ce qui leur semblerait douteux et incomplet.

Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviendront responsables de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que les conséquences qui en résulteraient.

En conséquence, aucun travail supplémentaire et aucun travail refait provenant des erreurs ou omissions ne fera l'objet d'un supplément au prix forfaitaire.

4.1.2 Mesures

Compte tenu de la production des plans « techniques, d'exécution » sur informatique, la quantité des cotations a été volontairement réduite pour ne pas surcharger les documents graphiques.

Les plans de synthèse seront établis à partir des plans techniques délivrés initialement, à l'échelle du 1/50ème élaborés sous AUTOCAD.

Dans le cadre de l'établissement des plans de synthèse, il appartiendra aux titulaires de saisir des cotations complémentaires si jugées nécessaires.

Les titulaires devront soigneusement vérifier toutes les cotes portées sur les plans et s'assurer des correspondances entre les différents documents graphiques.

En cas de discordances importantes, elles devront être matériellement réajustées et signaler au maître d'œuvre comme anormales ou manquantes.

4.1.3 Organisation des travaux

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du dossier de consultation, les titulaires doivent relever sur place tous les renseignements [moyen d'accès, état des existants, etc.) qui sont nécessaires pour établir leur prix forfaitaire.

Ils doivent avoir apprécié toutes les sujétions découlant de la situation de chantier et notamment :

- Des moyens de communication et de transport sur le site ;
- Des itinéraires et cheminements obligatoires ;
- Des lieux d'approvisionnement en matériaux ;
- Des conditions de stockage ;
- Des ressources en énergie et en eau ;
- Des lieux de décharge pour les gravois ;
- Des possibilités d'installation du chantier ;
- Des précautions de propreté et d'entretien des abords du chantier ;
- Des contraintes liées au voisinage.

En aucun cas, les entrepreneurs ne peuvent prétendre à un supplément sur leurs prix forfaitaires par suite des difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due aux existants mitoyens ou ceux à démolir.

Les titulaires établiront, en accord avec le Maître d'Œuvre et le SPS, un plan des installations du chantier qui précisera notamment :

- Les emplacements prévus pour le stockage des matériaux
- Les emplacements des bennes pour les déchets
- Les passages réservés pour l'accès des véhicules.

4.1.4 Formalités préliminaires, obtention des autorisations

Chaque entrepreneur est tenu, avant tout commencement d'exécution et à sa diligence, risques, périls et frais, de remplir auprès des services publics qualifiés, toutes les formalités résultant des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les titulaires sont réputés s'être assurée de la faisabilité et des incidences des travaux envisagés ainsi que leur compatibilité avec les ouvrages existants environnants, en particulier les réseaux.

Les titulaires sont responsables de tout recours des propriétaires riverains, publics ou privés, dans le cas où ils n'auraient pas attiré, en temps utile, l'attention du Maître d'Œuvre sur les difficultés qui pourraient survenir à cet égard, du fait de l'exécution des travaux.

4.1.5 Contraintes d'environnement

Les titulaires utilisant des engins ou appareils bruyants sont tenus de prendre toutes les précautions nécessaires afin de respecter les limites réglementaires.

Le niveau sonore engendré par les travaux ne devra pas dépasser le bruit de fond : (70 décibels).

Celles-ci seront à définir conjointement avec la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre durant l'exécution, selon les contraintes locales tolérées.

4.2 Conduite des études et travaux

4.2.1 Etudes techniques

Tous les avis formulés par la maîtrise d'œuvre seront respectés sans donner lieu à supplément de prix. En aucun cas l'aspect architectural du projet ne sera modifié sans le consentement du maître d'œuvre.

Seuls les plans d'exécution visés par la Maîtrise d'œuvre, serviront à exécuter les travaux.

4.2.2 Etablissement des documents d'exécution - approbation

Cotes des plans :

Les titulaires sont tenus de vérifier, avant toute exécution, toutes les cotes portées sur les plans qui lui sont fournis par le Maître d'œuvre. Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf sur les dessins à grandeur d'exécution.

Notes de calculs, documents techniques :

Chaque entrepreneur doit établir à sa charge, d'après les plans, notes et détails de la Maîtrise d'œuvre et du Bureau d'Etudes, ses propres plans de chantier, d'usine, de détails, calepins ou épures, notes de calculs, notes explicatives, tracés et joindre toutes justifications nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage. Ces documents doivent être soumis avant toute exécution aux visas de la maîtrise d'œuvre.

Approbation :

Les titulaires devront intégrer dans leurs dossiers tous les commentaires ou modifications qui leur parviendront de la part des participants.

Lorsque le dossier présenté sera jugé acceptable [sans remarque majeure], la maîtrise d'œuvre établira un « Bon pour exécution » [BPE] et contresignera le dossier présenté par le titulaire.

Etablissement et diffusion des plans :

Les titulaires devront les exemplaires des plans, notes de calculs et notices explicatives nécessaires à leur approbation.

Le nombre exact de diffusion des documents sera déterminé par la maîtrise d'œuvre, avec un minimum d'un exemplaire papier.

Le routage et le délai dans lequel doivent être remis les documents seront également déterminés par la Maîtrise d'œuvre.

De plus, les dispositions définies dans le CCTP devront être respectées.

Reproduction des documents :

Les frais de reproduction des documents, plans, devis, cahiers de charges, etc., nécessaires à l'exécution du marché ainsi que ceux destinés au Maître de l'Ouvrage, à la Maîtrise d'œuvre sont pleinement à la charge des titulaires et compris dans le prix de soumission. Un exemplaire sera disponible sur le chantier

Ces dispositions sont définies dans le CCAP.

4.2.3 Coordination

La coordination des travaux est à la charge du titulaire.

4.2.4 Traces d'implantation – Trait de niveau

Les titulaires ont sous leurs seules responsabilités les tracés permanents d'implantation des ouvrages d'après les plans et instructions de la maîtrise d'œuvre. Cette dernière sera la seule habilitée à décider de la solution à retenir en cas d'anomalie.

Toutes divergences qui pourraient apparaître au sujet de ces tracés doivent être signalées immédiatement au maître d'œuvre.

Le trait de niveau (à plus d'1 mètre du sol fini NGF) est tracé sur les murs, poteaux, cloisons et enduits par le titulaire. Elle tiendra compte de la spécificité des finitions de certains parements ou supports.

Les titulaires ont à leurs charges l'incorporation, dans les bétons et maçonneries, de tous les éléments tels que fourreaux, taquets, tasseaux, fourrures, etc., pouvant être incorporés lors de l'exécution des ouvrages, ainsi que tous les raccords consécutifs.

4.2.5 Raccordements - Adaptations - Réservations

Tous les trous, feuillures, engravures, scellements, calfeutrements, raccords, bouchements des trémies et des trous, socles, massifs, etc., ... sont à la charge des titulaires.

4.2.6 Réception des supports

Les DTU et les CCTP précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc., des différents ouvrages à exécuter. Il est précisé que les tolérances ne se cumulent pas. Elles s'appliquent par tronçon par rapport à la finition idéale (tolérance 0).

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, la Maîtrise d'œuvre décide des mesures à prendre. Les titulaires s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de cette dernière.

4.2.7 Livraison et stockage sur chantier des matériaux

Les matériaux sont stockés dans les baraquements à la charge de chaque titulaire. En tout état de cause, les titulaires restent responsables de toutes les dégradations et détournements de ses approvisionnements. Les éventuels frais qui en découleraient ne sauraient être imputables au titre de dépenses supplémentaires.

Le stockage à l'intérieur des bâtiments sera soumis à l'autorisation du maître d'œuvre avec conditions restrictives (nature, durée, emplacement, propreté, sécurité).

Sur simple injonction du maître d'œuvre, les titulaires doivent évacuer les locaux du bâtiment construit dans lesquels les matériaux sont stockés et qui pourraient gêner la bonne marche du chantier.

Il ne sera alloué aux titulaires aucune indemnité pour les déménagements, même successifs.

Les zones de stockage seront désignées par la maîtrise d'œuvre.

4.2.8 Protections des ouvrages

En dehors des protections imposées aux documents contractuels, les titulaires sont tenus de protéger ses ouvrages conformément aux règles de l'art (platelages, panneaux de contreplaqué, etc.) et ce jusqu'à réception.

Tous les frais entraînés par suite de dégradation résultant d'une protection ou d'un stockage défectueux seront supportés intégralement par le titulaire concerné.

Il en sera de même pour les reprises des dégradations d'auteurs inconnus apportées à des ouvrages normalement protégés.

Ces protections sont dues, quelle qu'en soit la nature, pour les locations, pose, dépose et double transport.

De même, il sera prévu les protections des ouvrages et bâtiments existants environnants, des voiries et circulations piétonnes publiques.

4.2.9 Nettoyage des ouvrages

Après exécution des travaux, les titulaires doivent le nettoyage de leurs ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci.

Ces nettoyages sont effectués au moyen de produits appropriés de manière à ne pas altérer ses ouvrages.

Sont également à la charge des titulaires en fin de chantier : la démolition, dépose, enlèvement des protections provisoires ainsi que tous travaux de nettoyage subséquents, sur ordres consignés de la maîtrise d'œuvre et ce indépendamment du nettoyage général de réception du bâtiment.

4.2.10 Evacuation des terres

L'ensemble des terres excédentaires sera évacué en décharge publique suivant la réglementation en vigueur et le respect des normes environnementales (tri sélectif, composants pollués).

Les diagnostics éventuels des terres seront à la charge du présent marché.

Article 5. Spécifications Techniques

5.1 Prescription incendie

Il appartiendra aux titulaires de justifier du comportement et de qualité au feu des matériaux qu'ils utiliseront dans le cas où ceux-ci divergeraient ou pas des choix proposés dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ce afin de constituer notamment le dossier d'identité SSI ou le rapport final de contrôle technique.

La qualité de ces documents et PV sera au moins équivalente à un Procès-Verbal (P.V.) d'essais de « réaction au feu des matériaux en vue de leurs classements », conformément à l'arrêté, du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, du 30 juin 1983 et de ses annexes (Journal Officiel du 01/12/1983).

L'ensemble des travaux et interventions devra répondre à la réglementation sécurité incendie en vigueur ainsi qu'aux termes de la notice de sécurité figurée au dossier marché.

Sécurité incendie/calculs :

Les calculs concernant notamment les masses combustibles des complexes d'Isolation Thermique et des menuiseries ou ensembles menuisés de façades seront à la charge des titulaires et devront satisfaire la réglementation en vigueur.

5.2 Matériaux

5.2.1 Qualité des matériaux

Les titulaires devront se conformer aux exigences sur la Qualité des Matériaux énoncée dans le CCAP. Les matériaux doivent correspondre aux caractéristiques imposées dans les textes normatifs cités en référence et dans les DTU rappelés ci-avant.

Les matériaux employés seront de toute première catégorie et conformes aux Normes et prescriptions en vigueur. Les matériaux employés devront correspondre aux prescriptions définies dans chaque CCTP ou être équivalents tant au niveau de l'aspect que des caractéristiques dimensionnelles. Au point de vue de leurs caractéristiques techniques, y compris critères acoustiques, celles-ci devront être au moins équivalentes.

Les matériaux devront provenir de marques notoirement connues de manière à s'affranchir de tous les problèmes de rupture de stock et de suivi de la livraison.

5.2.2 Marque des matériels et matériaux

Les marques indiquées dans les CCTP sont données à titre indicatif pour fixer les idées sur les qualités, encombrements et formes souhaités.

Les titulaires sont tenus d'indiquer, dans leur proposition, les marques différentes qu'ils envisagent de fournir, faute de quoi leurs silences équivaldront à une acceptation des matériels ou matériaux proposés par la maîtrise d'œuvre, qui se réserve la possibilité de refuser les marques proposées si celles-ci ne présentent pas les qualités demandées dans les documents contractuels.

Lors de la mise au point du marché, si les titulaires proposent un autre matériel, ils comprendront dans leurs offres toutes les sujétions liées à la réalisation et en particulier l'état des finitions et obtentions des résultats.

En cours d'exécution, les titulaires sont tenus de produire sur le champ, à la demande du maître d'œuvre, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. Pour cela, en début de chantier, les titulaires donneront le nom des personnes chargées d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

5.2.3 Dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du marché ou des pièces modifiantes celui-ci pendant la réalisation.

Les titulaires sont tenus de vérifier les cotes des matériaux avec celles portées sur les plans de la maîtrise d'œuvre et leurs concordances entre elles. Ils assument seuls la responsabilité qui découlerait soit de leurs erreurs, soit de la non vérification des plans.

Les titulaires vérifieront la concordance des Plans d'Exécution des Ouvrages (PEO) et provoqueront éventuellement les choix de la Maîtrise d'Œuvre en cas de discordance.

5.2.4 Echantillons

Pendant la période de préparation, il sera demandé aux titulaires, des listes détaillées des éléments qu'ils jugent indispensables à leurs présentations et ce sans supplément de prix.

Avant passation de leurs commandes, les titulaires doivent présenter au Maître d'Œuvre les échantillons, modèles et maquettes des différents matériaux, matériels et ensembles dont ils prévoient l'emploi. Seront également jointes leurs spécifications techniques, de façon à ce que les décisions prises, adoption ou refus, n'aient aucune influence sur le planning.

Les échantillons jugés inacceptables, devront être modifiés s'il y a lieu, sur injonction de celui-ci ou d'un membre de la maîtrise d'Œuvre, jusqu'à complet accord de celle-ci.

Tous les échantillons, modèles ou maquettes seront, après le choix et à la demande du Maître d'Œuvre, conservés sur le chantier durant l'exécution des travaux, de manière à servir de référence. Les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante des forfaits des titulaires, ceux-ci restant propriétaires en assurant la reprise après réception des travaux.

Faute d'avoir souscrit à cette présentation, le maître d'Œuvre se réserve le droit d'imposer les matériaux prévus dans les documents contractuels.

Si du fait des titulaires, le changement d'un matériau entraînait des retards sur le planning, ces retards lui seraient pleinement imputés.

5.2.5 Prescriptions concernant les fournisseurs

À tout moment, jugé utile par la Maîtrise d'œuvre, les titulaires devront solliciter le fournisseur ou le fabricant des produits appliqués, une assistance technique, y compris quant au respect de la reconduction des mises en œuvre sur le chantier vis-à-vis des performances acoustiques.

En outre, le fabricant devra garantir ses fournitures contre tout vice de fabrication et devra la remise des notices d'entretien, rédigées en français, de ses fournitures.

5.2.6 Responsabilité

Concernant la fourniture des matériaux et leur mise en œuvre, les titulaires sont seuls responsables vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger de tout ou partie du préjudice causé.

5.2.7 Matériaux défectueux

Tout matériau défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante sera refusé par le Maître d'œuvre, les titulaires s'engageant à les enlever du chantier ou à démolir les ouvrages mal exécutés, dans les délais qui leur sont prescrits, faute de quoi, après mise en demeure restée infructueuse, aux frais et risques du titulaire concernée, l'ouvrage sera démoli et évacué aux décharges publiques.

5.3 Tests et contrôles

5.3.1 Etanchéité à l'air

Les titulaires devront prendre à leur charge la réalisation de deux tests d'étanchéité à l'air (le premier lorsque le bâtiment sera hors d'air/hors d'eau, le second en fin de chantier).

Le niveau de perméabilité à l'air sous 4 Pa à atteindre pour le clos couvert sera de 1 m³/h/m² de paroi froide. Cela permettra aux autres corps techniques de disposer d'une marge de sécurité pour le second test.

Le niveau de perméabilité à l'air sous 4 Pa à atteindre pour le second test sera de 1,7 m³/h/m² de paroi froide (conformément au calcul réglementaire). Le rapport d'essais des deux tests sera remis au maître d'œuvre au fur et à mesure de l'avancée du chantier.

La reprise de tout défaut des calfeutrements sera à la charge de l'entreprise.

A ce titre l'entreprise sera vigilante à intégrer dans son offre l'ensemble des dispositifs nécessaires à assurer une bonne étanchéité à l'air du bâtiment : menuiseries avec classe d'étanchéité A4, traitement des jonctions murs/murs, murs/menuiseries, murs / parois horizontales, percements liés au passage des réseaux...

5.3.2 Etanchéité à l'eau

A l'achèvement des travaux d'étanchéité, l'entreprise devra prendre à sa charge la réalisation d'un contrôle d'étanchéité de toiture avec une mise en eau.

Aucune fuite ne doit apparaître, tant en sous-face de la toiture que dans un mur ou une cloison. En cas d'ambiguïté sur la provenance de l'humidité, on pourra la lever en refaisant les épreuves à l'aide d'eau teintée.

Il pourra également y avoir exceptionnellement un contrôle du revêtement d'étanchéité.

Ces contrôles seront sanctionnés par un procès-verbal suivant les indications du chapitre X, article 10-2 du DTU 43-1.

5.4 Facilité de maintenance

La norme ISO 15686-5 définit le périmètre de calcul du coût global d'un bâtiment par la somme des éléments suivant :

- Coût de l'investissement initial ;
- Coûts liés à l'exploitation et à la maintenance ;
- Coûts de remplacement (équipements) ;
- Valeur résiduelle (actifs à la fin de la période de calcul).

Les coûts liés à la maintenance et à l'exploitation du bâtiment représentent entre un quart et un tiers du coût global.

Les matériaux fournis devront donc être choisis de façon à respecter une démarche de durabilité dans le temps.

Article 6. ARTICLE 1. - PRESCRIPTIONS DE CHANTIER

6.1 Exigences réglementaires

6.1.1 Accès au site

Toute personne intervenant dans l'enceinte de l'établissement pénitentiaire fera l'objet d'un contrôle élémentaire (B2). En cas de retour avec remarque, la personne sera interdite de travail, sauf accord du chef d'établissement.

- Le délai pour le contrôle élémentaire est d'environ une semaine, plus long s'il y a un retour avec remarque.

Toutes des demandes de contrôle élémentaires sont à transmettre à l'adresse mail suivante :

- Secretariat.ma-valenciennes@justice.fr

Les demandes d'accès sont à transmettre par les entreprises à minima une semaine avant intervention.

6.1.2 Livraison

Les horaires de livraison sont les suivants :

- 7h45-10h00
 - Suite à discussion avec l'établissement (M. Flament directeur de la prison du 09/10/2024), possibilité d'augmenter la plage horaire de livraison, 7h45-11h00, à rediscuter avec l'établissement.
- Demande aux entreprises de faire le maximum pour transmettre leurs plannings de livraison.

6.1.3 Autres points

- Les téléphones portables sont interdits dans l'enceinte de la partie détention sauf accord du chef d'établissement.
- Un surveillant sera mis à disposition par l'établissement pour la surveillance des travaux.
 - Son numéro de téléphone sera transmis aux entreprises pour la gestion du chantier (livraison, etc.)
- Définir le moyen de différenciation des intervenants entreprises afin qu'ils ne soient pas confondus avec des détenus :
 - Port de chasuble jaune fluo ?
 - Liste des intervenants « cochée » par le surveillant ?
 - Trombinoscope ?
- Les véhicules entreprises pourront accéder au site pour la dépose des matériels, mais devront quitter l'enceinte une fois le déchargement terminé, il ne sera pas attribué de place dans les parkings de la MA de Valenciennes (parkings attribués aux personnels de l'établissement).
- Il est demandé aux entreprises d'avoir des coffres fermant à clé pour leurs outils dans la zone de travaux (atelier). Les intervenants se changent au niveau du QSL et se dirigent vers l'atelier où ils retrouvent leurs matériels.

6.1.4 Horaire de travail

Intervention

Les horaires de travail sont les suivants :

- Matin
 - **Arrivée 7h45** au niveau du bâtiment QSL
 - Demande à tous les intervenants d'arriver à l'heure pour un départ depuis le QSL vers l'atelier
 - **Sortie 12h00**
 - Obligation de sortir pendant la pause de midi.
- **Pause de midi 12h00-13h00**
 - Repas au niveau du bâtiment QSL, retour des intervenants
- Après-midi
 - **Arrivée 13h00**
 - **Sortie 16h45**

6.1.5 Planning d'intervention

Nécessité de prévenir l'établissement la semaine précédant l'intervention (à minima lors de la réunion de chantier) de la présence ou non d'intervenants pour la semaine suivante.

- L'établissement mets un surveillant à disposition, ne pas le missionner s'il n'y a personne.

6.1.6 Règlement intérieur

Les titulaires prennent connaissance du règlement intérieur de l'emprise de l'administration pénitentiaire – ils en informent tous leurs personnels et veille à ce qu'il soit appliqué par tous. Les personnels doivent aussi respecter les consignes, notamment celles concernant les autorisations d'accès évoquées précédemment.

L'exécution des prestations se fait dans le respect des textes et des règlements en vigueur au jour de leur exécution. Les titulaires avertissent immédiatement la personne publique en cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens.

6.2 Organisation du chantier - Responsabilités

6.2.1 Organisation et responsabilités

Les spécifications concernant l'organisation du chantier, les accès, le matériel, le respect des arrêtés et décrets en vigueur, sont prévues dans le CCAP, dans les chapitres prévus à cet effet du présent CCTP commun, dans le PGCSPS et sur le plan d'installation de chantier.

Les abords de chantier seront maintenus propres en permanence. Les dispositions et les moyens nécessaires sont à la charge du titulaire concerné, il sera seul responsable vis-à-vis des Services de Police, des Services de Voirie et des tiers riverains, de tous désordres, dégâts et dommages causés par leurs ouvriers, matériels ou lors de l'exécution pure et simple des travaux.

Toutes les dispositions spécifiques pour d'éventuels convois exceptionnels, déchargement depuis la chaussée, paralysie temporaire de circulation, etc., seront à gérer par le titulaire concerné avec tous les services administratifs locaux accrédités à fournir les autorisations légales.

En cas d'entorse ou d'infraction à cette clause, seul le titulaire concerné sera responsable des amendes infligées au « chantier ». Tous les règlements lui seront attribués sans aucun recours auprès de la maîtrise d'œuvre ou de la maîtrise d'ouvrage pour une quelconque participation.

6.2.2 Gestion des clés du chantier

Les titulaires ont en charge l'établissement de l'organigramme des combinaisons des serrures ainsi que la fourniture et pose des canons provisoires.

Au cours du chantier, il ne sera posé, en aucun cas, des canons définitifs.

Les titulaires feront leurs affaires de la fourniture et la pose des canons provisoires et des clés assurant la fermeture des locaux, ainsi que le remplacement de ceux-ci par les canons définitifs en fonction des livraisons définies par le maître d'œuvre.

Les canons provisoires seront fournis avec trois (3) clés et trois (3) passes généraux. La gestion des clés est de la responsabilité du titulaire. Les passes généraux seront remis au maître d'œuvre.

6.3 Installation de chantier

Le marché comprend dans son offre un prix forfaitaire qui intégrera toutes les dispositions de chantier mentionnées dans le présent chapitre, ainsi que les différentes prescriptions complémentaires énoncées dans les chapitres précédents du présent document, dans le CCAP et dans le PGCSPP conformément au décret du 8 Janvier 1965.

La base vie se situe au niveau de la cour du bâtiment QSL (voir plan 02 - Installation de chantier)

Ce prix comprend les fournitures, mises en œuvre, entretien pendant la durée du chantier, déplacement éventuel (installations à l'intérieur du bâtiment construit), démontage et évacuation en fin de réalisation de toutes les dispositions et installations du chantier.

6.3.1 Clôture de chantier

La clôture de protection, périphérique au chantier, sera du type jointif réalisée par bacs acier laqué neufs, en parfait état, d'une couleur agréée par le maître d'œuvre. Pose à l'horizontale sur poteaux intermédiaires d'ossature avec un clavetage entre les différents panneaux, assurant la stabilité en cas de terrassements de proximité et une résistance mécanique en particulier aux vents violents.

Les portes et portillons d'accès, seront de dimensions suffisantes pour laisser l'accès aux transporteurs de matériaux et équipés de moyens de fermetures résistants.

6.3.2 Panneaux de signalisation

Sans objet

6.3.3 Base vie

Le titulaire prévoira dans son offre la réalisation d'une base vie. Celle-ci sera dimensionnée pour un effectif prévisionnel de 10 personnes. Cette estimation devra être confirmée par le titulaire pendant la phase de préparation de chantier.

En dehors de la zone de base vie prévue à cet effet sur le plan de principe d'installation de chantier, aucune installation provisoire ne pourra être implantée sans l'accord du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Cantonnement

Il appartiendra à l'entreprise titulaire d'établir un plan d'installation des cantonnements qu'il fera valider par la Maîtrise d'œuvre, le CSPS avant le début de ces travaux.

En outre elle devra justifier (par une note de calcul et plans de fondation si besoin) de la mise en place de ses installations vis-à-vis des structures existantes. Ces plans et notes devront être validés avant travaux.

L'entreprise titulaire accompagne les sous-traitants pour la prise de possession des vestiaires, fait l'état des lieux d'entrée et de sortie, déclenche les opérations de maintenance lorsque nécessaire et vérifie la qualité du nettoyage quotidien. Elle gère les clés des bungalows de la base vie.

Son dimensionnement sera basé sur les points suivants :

- Les réfectoires (surface minimum par personne 1,5 m²).
- Les vestiaires (surface minimum par personne 1,25 m²).
- Les installations sanitaires sur la base de :
 - 1 ensemble de 1 WC + 1 urinoirs pour 20 personnes
 - 1 douche pour 8 personnes. Les salles de douches devront communiquer de façon directe avec
- Les vestiaires.
- 1 lavabo avec EC/EF pour 10 personnes
- Les escaliers d'accès nécessaires.

Les cantonnements seront équipés :

- De réglettes fluorescentes, prises de courant à adapter aux différents usages, d'un tableau électrique indépendant avec séparation force et éclairage. Le tout est à raccorder selon les normes en vigueur ;
- De plomberie sanitaires (sanitaires de chantier, douches, WC, points d'eau et petits équipements, y compris dans les réfectoires, ballons d'eau chaude en nombre suffisant). Toutes les alimentations extérieures doivent être calorifugées ;
- De chauffage (radiateurs électriques), et ventilation réglementaire
- D'extincteurs.
- De lave-bottes aux entrées.
- Du mobilier et des équipements, conformément à la réglementation en vigueur et aux prescriptions du PGC:
 - Dans les vestiaires : armoires cadenassables (1 par personne), bancs, patères,...
 - Dans les réfectoires : tables de réfectoires et chaises (1 par personne), patères, poubelles, le tout en nombre suffisant). Chaque réfectoire de plus sera équipé d'un meuble kitchenette équipé d'un évier avec eau chaude et froide, d'un réfrigérateur, de plaques électriques et d'un four à micro ondes,....

En vue de limiter les consommations d'énergie des bungalows de chantier, il sera prévu :

- Des détecteurs de présence commandant éclairage et ventilation.
- Des contacts de feuillure aux fenêtres coupant les appareils de chauffage / climatisation lors de leur ouverture.
- Des chasses d'eau à double commande
- L'éclairage sera régulé par un programmateur afin d'en couper l'alimentation chaque soir, le WE et les JF.
- Des fermes-portes pour les portes donnant sur l'extérieur.

Nota :

Il y aura la possibilité de mettre en place des armoires chauffantes ventilées dans les vestiaires pour assurer le séchage des vêtements et chaussures de travail.

Les appareils de cuisson à feux ouverts (barbecues, plaques de cuisson gaz, etc.) sont strictement interdits.

6.3.4 Branchement

Branchements provisoire électrique

La partie du bâtiment QSL étant dépolluée, il sera récupéré l'alimentation électrique de celle-ci pour alimenter la base vie et les coffrets chantier

Les titulaires fourniront et brancheront le comptage général de chantier.

Partant de ce comptage général, tous les branchements secondaires à la charge de chaque titulaire seront conformes en tous points aux normes et règlements en vigueur à respecter pour les installations provisoires de chantier.

Cette installation devra être facilement accessible, visible de tous et permettre un arrêt global des alimentations en cas de défaillance sur les circuits secondaires de dessertes ou d'un incident survenu sur le chantier.

Les titulaires alimenteront et installeront à partir du comptage général de chantier définit ci-avant:

Les branchements des grues de chantier,

- L'installation des coffrets de chantier par secteurs,
- L'installation des distributions pour chaque poste fixe de travail,
- Les dispositifs d'éclairage nécessaires,
- Les alimentations et distributions des bureaux et des cantonnements de chantier.

Les consommations seront supportées financièrement par le titulaire concerné.

Branchement provisoire en eau :

Récupération de l'adduction à partir de la partie du bâtiment QSL.

Les titulaires, après demande d'autorisation auprès du service concerné, procéderont à la fourniture et pose du comptage général de chantier.

Toutes les protections de rigueur devront être prises en compte pour garantir la non pollution du réseau général d'alimentation [mise en place d'un clapet anti-retour en amont du comptage] et les éventuels chocs mécaniques qu'il pourrait subir.

En aval de comptage général, les titulaires prévoiront tous les branchements secondaires, conformes aux normes et règlements en vigueur à respecter pour les installations provisoires de chantier.

Les consommations seront supportées financièrement par les titulaires.

Egouts – assainissement :

Récupération sur le regard eau usée devant le local autocom.

Seront réalisés par les titulaires, tous les branchements provisoires nécessaires pour :

- Les bureaux de chantier,
- Les cantonnements,
- Le raccordement du bâtiment lors de la réalisation des branchements définitifs

Cette prestation comprend tous les frais de rejet pendant la durée du chantier, ainsi qu'un entretien courant des installations.

Cantonnements :

Ils comprendront les dispositifs minimums énoncés dans le CCAP.

Pour tous ces équipements, les titulaires auront la charge des installations et leur repos sur une bonne assise. Les raccordements en eau, électricité et assainissement des bureaux et cantonnements seront maintenus en état par les titulaires. Seront également prévus le gardiennage éventuel et les nettoyages quotidiens de l'ensemble de ces locaux ainsi que les consommables. La voie d'accès aux baraquements ainsi que ses aménagements (éclairage, drainage) sera réalisée en tout premier lieu et pendant la période de préparation.

Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier fourni par le titulaire indiquera, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès depuis l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ou d'aménagement.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel, leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles de règlements et des conventions collectives en vigueur.

6.3.5 Téléphone

Les dépenses seront supportées par le titulaire.

6.3.6 Mise hors d'eau et hors d'air provisoires

Tous les travaux nécessaires à la mise hors d'eau et hors d'air de tout ou partie du bâtiment seront à la charge des titulaires selon les prescriptions que lui fournira la maîtrise d'œuvre in situ.

6.3.7 Sécurité

Dispositifs communs de sécurité :

Les titulaires demeurent responsables de la sécurité sur chantier conformément au droit commun.

Les titulaires assureront les mesures de sécurité sur chantier, propres à leurs personnels (visites médicales d'aptitude, formation à la sécurité, fourniture des équipements individuels et collectifs de sécurité contre l'incendie, etc.) et à leurs matériels (appareils de levage, échafaudages, protection contre l'incendie, etc.) et préserveront les protections collectives conformément au PGC et au PPSPS.

Les titulaires fourniront et entretiendront les dispositifs de sécurité relatifs à l'exécution de leurs propres travaux, seuls seront fournis, entretenus et déposés à la fin du chantier les dispositifs de sécurité communs. Ces dispositifs concernent notamment la protection des ouvertures extérieures, des escaliers, des trémies, des gaines, des trémies ascenseur, etc.

Moyens de lutte contre l'incendie - moyens de secours :

Les titulaires devront l'établissement d'un plan général de secours pendant toute la durée du chantier comprenant :

- La position des moyens de secours incendie (extincteurs et bouches d'incendie);
- La position des principales issues ;
- L'indication des accès des services de secours.

Sont également dues :

- La mise en place et l'entretien des extincteurs dans toutes les parties communes ;
- La mise en place et l'entretien des extincteurs nécessaires à chaque intervenant pour ses propres installations de chantier, tels que vestiaires, bureaux, magasins, etc.

6.3.8 Zone de déchargement et de stockage provisoire

Il sera prévu des zones de déchargement et de stockage des matériaux et matériels. Le stockage des matériaux est interdit dans les bâtiments sauf accord écrit de la maîtrise d'œuvre.

Des zones de stockage provisoires seront définies communément avec la maîtrise d'œuvre, pour permettre l'établissement des installations de chantier.

Ces zones pourront demeurer dans l'avenir du chantier et serviront de zone de stockage à long terme. Il est entendu qu'un stockage provisoire sur une zone non affectée à cette fonction doit être temporaire (une demi-journée maximum représentant le temps d'un déchargement) et cesser instantanément sur simple injonction orale d'un membre de la maîtrise d'œuvre.

Manutention :

Les titulaires ont à leurs charges les manutentions qui leur sont nécessaires pour décharger, stocker, approvisionner ses postes de travail et évacuer ses gravois et emballages.

6.3.9 Engins et matériel de chantier

Les engins et matériels de chantier devront être conformes à la législation en vigueur ou aux recommandations des services compétents et respecter les normes acoustiques en site urbain.

Les registres de contrôle, à jour, devront pouvoir être présentés à toute réquisition, dans un lieu à définir.

Les matériels électriques devront être équipés d'un dispositif tel qu'après coupure d'alimentation électrique, l'appareil ne se remette pas en fonctionnement au retour de la tension secteur.

La non-conformité aux règles ci-dessus entraînera sur le champ et par le maître d'ouvrage et par la maîtrise d'œuvre l'interdiction d'utilisation de ces engins, sans préjuger d'actions ultérieures.

6.3.10 Appareils de levage

Tout système de levage ou de grutage doit faire l'objet d'une description auprès du Maître d'Œuvre et du CSPS, avant utilisation.

La conduite des engins ne pourra se faire que par des employés qualifiés, nommément désignés par l'Entreprise utilisatrice

Chaque entrepreneur est tenu de mettre en place outre les moyens communs, ses propres moyens de levage et de manutention. Ces derniers doivent :

- Etre conformes à leur PPSPS et être approuvés par le CSPS
- Etre soumis à l'accord du pilote qui vérifie si ces moyens ne font pas obstacle à la bonne organisation de chantier
- L'entrepreneur se chargera de toutes les demandes d'autorisation administratives,
- L'entrepreneur devra prévoir un conducteur habilité par type d'engin utilisé. Par ailleurs l'entrepreneur devra présenter les PV de conformité de chaque engin utilisé.

Le titulaire a à sa charge l'ensemble des demandes d'autorisations administratives pour ses propres grues et doit tenir compte des recommandations concernant les risques de renversement.

Il doit au titre de son marché faire contrôler par un organisme agréé les grues avant leur mise en service et en fournir le rapport au CSPS et au maître d'œuvre.

Le titulaire le cas échéant, établira un plan d'installation de la grue qu'elle fera accepter par le Maître d'œuvre, l'OPC, le CSPS.

Ce plan constituera un des éléments du PPSPS de l'entreprise. Il devra prendre en compte toutes les contraintes de planification, de coordination et de sécurité, telles qu'elles sont précisées dans les documents contractuels du PGC.

Le nombre et la disposition des grues doivent permettre le respect des cadences d'exécution de la structure imposée par les étapes et délais particuliers du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le document de l'entreprise devra comporter obligatoirement les indications suivantes :

- Contours des zones géographiques par niveau, attachés à chaque grue,
- Emprises des flèches et des contre-flèches
- Zones d'interférence,

- Zones d'approche,
- Limitations de chariot,
- Efforts de structure
- Diagramme de charge
- Date et phasage de montage / démontage
- Délimitation des aires de limitation pour approvisionnement et aires de stockages,

Dispositifs de sécurité.

6.3.11 Service des clefs – Fermetures provisoires

En complément des fermetures journalières du chantier, les titulaires assureront la fermeture des différentes zones du bâtiment pendant toute la durée du chantier.

Ceci conditionnera la mise en place et l'entretien de portes provisoires simples ou doubles y compris supports et serrurerie, cadenas éventuels ou canons provisoires ainsi que la pose de cloisonnements provisoires, à la demande éventuelle de la Maîtrise d'Œuvre.

Les titulaires auront à leurs charges le gardiennage du chantier et des bureaux de chantier.

6.3.12 Préchauffage

Le Maître d'œuvre est en droit d'exiger le préchauffage du bâtiment si nécessaire.

Les titulaires sont tenus de prévoir l'organisation qui est nécessaire pour permettre le préchauffage du bâtiment en construction en cas de besoin, ainsi que le maintien d'un degré hygrométrique satisfaisant, chaque fois que les conditions atmosphériques risqueraient d'entraîner un arrêt de travail des corps d'état secondaires.

Le préchauffage sera organisé sous l'autorité du titulaire concerné.

Les titulaires sont également tenus de prévoir les mesures et le matériel nécessaires à la conservation d'un degré d'hygrométrie limité exigé par la réalisation des corps d'état secondaires.

Exploitation de l'installation en vue du préchauffage :

L'exploitation et l'installation de chauffage en vue du préchauffage ou avant réception provisoire de l'ensemble de l'installation de chauffage sera aux frais du titulaire concerné.

Les risques afférents à l'utilisation de l'installation avant réception seront couverts par l'assurance de chantier, toutefois les titulaires garderont la responsabilité des dégâts qui pourraient être causés à l'installation ou à son fonctionnement pour des raisons extérieures à l'exploitation en particulier :

- Conséquence de coupures de courant provisoires ;
- Fait d'un tiers ou d'un entrepreneur du chantier ;
- Gel résultant de l'absence de vitrage de certains locaux.

Dans le cas où le titulaire concerné n'aurait pas pris les dispositions nécessaires pour permettre d'assurer le préchauffage en cas de besoin ou le maintien d'un degré d'hygrométrie satisfaisant, il lui serait fait application des pénalités de retard en fonction du retard qui en résulterait.

6.3.13 Nettoyage

La propreté du chantier est un élément fondamental de SECURITE et de PRODUCTIVITE, c'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, sera particulièrement contrôlée par la Maîtrise d'œuvre d'exécution.

Pour être efficace, la tâche propreté est indissociable de celle d'évacuation des déchets, gravois, emballages...

Cette évacuation doit être journalière dans les étages et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé.

L'attention est tout particulièrement attirée sur la nécessité de respecter l'ensemble des contraintes liées aux contraintes liées d'un chantier propre à faibles nuisances environnementales

Le Maître d'Ouvrage attache une importance particulière à la tenue constante du chantier et de l'établissement dans un parfait état de propreté.

Dans le cadre de l'organisation de ses travaux, Il est nécessaire de procéder chaque jour ou après l'achèvement d'une tâche dans la zone concernée, au nettoyage de ladite zone avant le début de la tâche subséquente.

6.3.14 Collecte des déchets

Les nettoyages de chantier et ses abords seront réalisés régulièrement, sur une base minimum de deux (2) fois par semaine. Ce nettoyage général est à la charge de chaque titulaire et réalisé sous sa responsabilité.

Les titulaires auront la responsabilité de ramasser, manutentionner jusqu'à un emplacement extérieur au bâtiment fixé sur le plan d'organisation de chantier, leurs propres gravois (compris cartonnages et emballages et ceci au fur et à mesure de leur production.

L'enlèvement des déchets hors du bâtiment sera effectué au minimum deux fois par semaine. La gestion des bennes est à la charge et sous la responsabilité de chaque titulaire. Tous les déchets résultant de la livraison du béton (laitance, nettoyage des toupies, etc.) seront stockés sur le terrain et évacués également à la charge de chaque titulaire. Aucun rejet sur les réseaux ne sera toléré.

En fin de chantier et préalablement à la réception, les nettoyages de mise en service concernant tous les extérieurs, les locaux et circulations correspondantes seront prévus et ce conformément aux dispositions prévues dans le CCTP.

Lorsque toutes les installations provisoires de chantier seront démolies et enlevées, compris fondations, en fin de chantier, ainsi que les aires de stockage et de fabrication, un nettoyage général de tous les abords sera effectué.

Un nouveau nettoyage général sera entrepris dès l'achèvement des travaux et au moins une semaine avant leur réception.

Au cours des travaux et pour toutes les phases énoncées sommairement ci-avant, les titulaires se conformeront pour ses engagements, nettoyages et remises en état, aux délais fixés par Ordre de Service, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. En cas de retard sur ces délais ou sur ceux prescrits par ailleurs, les pénalités prévues au CCAP seront appliquées.

Toutefois, en cas d'insuffisance dans ces nettoyages, et en dérogation éventuelle au CCAP, la Maîtrise d'œuvre après mise en demeure infructueuse, pourra commander des nettoyages complémentaires nécessaires à une entreprise spécialiste, qui seront imputés aux titulaires concernés.

Les déchets et gravats doivent être évacués jusqu'aux zones des bennes à l'extérieur du bâtiment mise à disposition.

Concernant ses déchets et emballages, Il y a nécessité de les découper ou démonter, de les regrouper et de les mettre dans les containers ou bennes adaptés à leur nature.

La collecte des déchets de chantier sera assurée par la fourniture et mise en place de containers destinés au recueil des déchets. Ces containers seront de différentes couleurs en fonction du type de déchets à recueillir.

Leur répartition sera faite sur la base d'un ensemble de container

6.3.15 Evacuation des déchets

Un tri sélectif des gravats de chantier est effectué suivant la réglementation en vigueur au moment de l'exécution.

Un tri sélectif des déchets sera mis en place à l'extérieur du chantier, car il n'y aura qu'un seul emplacement pour l'accueil d'une benne. Ce tri comprendra :

- Déchets inertes ;
- Déchets toxiques (pots de peinture, colle, mastics, ...)
- Déchets recyclables :
 - Cloisons sèches
 - Plastiques, cartons, papiers
 - Métaux bois.

Le titulaire désignera un correspondant environnemental chargé notamment de la gestion des nettoyages et de l'évacuation des déchets.

Les déchets et gravois à évacuer sont les suivants :

- Gravats de démolition et déblais de terrassement
- Déchets industriels banaux (DIB)
 - A proximité, l'entreprise titulaire procédera à l'aménagement d'une aire de stockage pour une benne à déchets.
 - Le tri des déchets devra être réalisé à l'extérieur de l'établissement.
 - La benne pleine est bâchée et évacuée immédiatement dès qu'elle est remplie, aucun trop plein ne sera toléré.
 - Le stockage de déchets ou gravois hors des containers dans l'enceinte du site est interdit. la benne doit être vidée dans des décharges agréées pour le type de déchets qu'elle contient. .
 - En cas d'intempéries et dans le but d'éviter la dégradation par l'eau de matériaux valorisables, l'entreprise le titulaire réalisera le bâchage de la benne, ce bâchage sera systématique chaque soir, le WE et les Jours Fériés.
 - Le raccordement du retourneur de chargement est au titre de son marché.
 - L'évacuation par benne et la mise en décharge
 - La mise en place et la location d'un retourneur de chargement des bennes
 - Le suivi des déchets dans le respect du cahier des prescriptions environnementales (mise en décharge, valorisation...)
 - Le nettoyage quotidien des zones de chargement des bennes
 - La mise en place et la fourniture des bâches selon les dispositions ci-dessus.
 - Le responsable environnemental assurera, au titre de son marché et pendant toute la durée de l'opération, la coordination et le suivi des moyens ci-dessus

A la fin de l'opération il sera prévu le retrait, évacuation et remise en état

6.3.16 Nettoyage extérieur

Les voies et plateformes du chantier devront faire l'objet d'un entretien et d'un nettoyage constant suivant l'appréciation du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre ou du CSPS.

Les nettoyages des abords, zones communes et voies de circulations de chantier pour les véhicules et les piétons, plateforme (hors zone de stockage ou de travail affectés à une entreprise) seront effectués quotidiennement au titre du marché pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la fin de la levée des réserves.

6.3.17 Nettoyage intérieur

A l'intérieur du bâtiment, les nettoyages au balai sont proscrits car ils engendrent une diffusion de la poussière.

Elles devront donc réaliser leur nettoyage par aspiration et ce pendant toute la durée de l'opération.

Nettoyages quotidiens

Il sera effectué le nettoyage quotidien des circulations communes intérieures horizontale et verticale. Une équipe dédiée composée au minimum de 2 personnes y sera affecté pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la fin de la levée des réserves.

En application du code du travail, il y a l'obligation de tenir continuellement propres ses zones de travail et doit, en conséquence, évacuer les gravois. Ce nettoyage sera impérativement quotidien.

Nettoyages hebdomadaires

Une fois par semaine, il sera effectué sur le chantier un nettoyage général, exécuté des zones de travail et de stockage.

Nettoyages spécifiques

Certains nettoyages dits de "parachèvement" définis ci-dessous devront être réalisés

- Après exécution des enduits (plâtre et ciment) dans les locaux concernés.
- Après exécution des cloisons sèches et des travaux de plâtrerie dans les locaux concernés.
- Avant et après carrelage, y compris nettoyage des sanitaires dans les locaux concernés
- Après revêtements intérieurs (murs et sols) en pierre dans les zones et locaux concernés
- Avant et après le revêtement de sols collés, y compris caniveaux techniques, dans les locaux concernés
- Avant et après travaux de peintures y compris vitrerie et miroiterie intérieure dans les locaux concernés
- Après travaux d'aménagement, menuiseries vitrées, cloisons démontables dans les locaux concernés
- Des locaux techniques à compter de la date de prise en possession par l'entrepreneur d'équipement et jusqu'à la réception
- Dans le cas de locaux à destination technique, intéressant plusieurs lots techniques, une répartition pourra être établie entre les sections techniques intéressés (techniques et architecturaux) par l'OPC ou le Maître d'œuvre.

Nettoyage complémentaire

Dans le cas où les nettoyages décrits ci-avant seraient jugés insuffisants par le MOInterne, celui-ci demandera qu'il soit procédé à des nettoyages complémentaires.

Nettoyages en fin de chantier

2 phases de nettoyage de fin de chantier sont distinguées :

Le nettoyage précédant les Opérations Préalables à la Réception ;

Le nettoyage de Réception lors des levées de réserves ;

Ces différents nettoyages devront être réalisés en respectant les notices d'utilisation et d'entretien des matériaux mis en œuvre dans la construction.

Il sera procédé au nettoyage final soigné des matériels et installations techniques implantés dans les locaux et gaines techniques, dans les vides sanitaires, dans les vides de construction et sur la terrasse, en faisant appel, en fonction des besoins, à des sociétés extérieures spécialisées.

6.4 Responsable de chantier

Les titulaires doivent avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où ils ont commencé les travaux, des chefs de chantier qualifiés qui devront être agréés du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

En cas d'absence du chef de chantier, le titulaire concerné n'en restera pas moins responsable de toutes les conséquences qui pourraient résulter de son absence.

Le chef de chantier devra être capable de représenter valablement le titulaire auprès du maître d'œuvre, et avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes les questions courantes de chantier. Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander son remplacement par simple lettre recommandée au titulaire.

6.5 Tableau des intempéries

Les titulaires devront tenir à jour et faire viser à chaque rendez-vous de chantier par le maître d'œuvre, avec copie au coordonnateur SPS, un tableau sur lequel seront inscrites les intempéries et les températures.

Dans le cas où elles ne seraient pas respectées, les arrêts de chantier pour cause d'intempérie ne seraient pas défalqués du délai.

La nature, l'intensité des phénomènes étant considérés comme intempéries sont définis au C.C.A.P.

Ces intensités, pour être prises en compte, devront avoir été relevées au centre de Météorologie Nationale le plus proche.

6.6 Garantie annuelle, biennale et/ou décennale

Les titulaires garantissent formellement la conformité de leurs ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.